

ANNEXE M8

Reconnaissance du Centre des Intérêts Matériels et Moraux (CIMM) dans un département ou territoire d'Outre-Mer dans le cadre des campagnes de mutation

Conformément à la circulaire du 2 août 2023 (NOR : TFPF2320324C), et à la note interservices du 24 novembre 2023 (NOR : MENH2331262N) : dès lors que le CIMM a été reconnu par un service de l'Etat, l'agent concerné conserve cette reconnaissance en cas de mobilité vers un autre service.

Pour une première demande afin de faciliter l'analyse des critères d'appréciation permettant la reconnaissance des CIMM et des pièces justificatives à fournir pour chacun des critères, le tableau ci-dessous devra être complété par les agents concernés et renvoyé avec le dossier de mutation.

Si le CIMM a déjà été reconnu, fournir uniquement le document l'attestant

Critères d'appréciation	OUI	NON	Exemples de pièces justificatives
<u>Critères irréversibles*</u> :			
Lieu de naissance de l'agent sur le territoire considéré			Livret de famille, pièce d'identité, extrait d'acte de naissance, etc.
Lieu de naissance des enfants sur le territoire considéré			Livret de famille, pièce d'identité, extrait d'acte de naissance, etc.
Lieux de naissance des ascendants sur le territoire considéré			Livret de famille, pièce d'identité, extrait d'acte de naissance, etc.
Lieu de sépulture des parents les plus proches sur le territoire considéré			Certificat d'inhumation (et non certificat de décès)
Etudes effectuées sur le territoire considéré par l'agent et/ou ses enfants			Diplômes, certificats de scolarité, etc.
Résidence antérieure de l'agent sur le territoire considéré avant l'entrée dans l'administration			Bail, quittance de loyer, taxe d'habitation, etc.
<u>Critères conjoncturels (réversibles) :</u>			
Affectations professionnelles ou administratives sur le territoire considéré avant l'affectation actuelle			Attestations d'emploi correspondantes
Biens fonciers situés sur le territoire considéré dont l'agent est propriétaire ou locataire			Bail, quittance de loyer, taxe d'habitation, titre de propriété, taxe foncière, etc.
Bénéfice antérieur d'un congé bonifié			Copie de la décision par laquelle a été octroyé le congé bonifié
Comptes bancaires, d'épargne ou postaux dont l'agent est titulaire sur le territoire considéré			Relevé d'identité bancaire, etc.
Paiement par l'agent de certains impôts, notamment l'impôt foncier, l'impôt sur le revenu, sur le territoire considéré			Avis d'imposition correspondant
Résidence des père et mère ou à défaut des parents les plus proches sur le territoire considéré			Pièce d'identité, titre de propriété, taxe foncière, quittance de loyer, taxe d'habitation, etc.
Inscription de l'agent sur les listes électorales d'une commune du territoire considéré			Carte d'électeur
Fréquence des demandes de mutation antérieures vers le territoire considéré			Copies des demandes correspondantes.
Durée des séjours dans le territoire considéré			Toutes pièces justifiant la durée de ces séjours.
Fréquence des voyages vers le territoire considéré			Toutes pièces justifiant ces voyages
Autres critères d'appréciation			

*La réunion de 3 critères « irréversibles » permet la reconnaissance du CIMM sans limitation de durée. À défaut, si le CIMM est accordé, il est reconnu pour une durée de 6 années.